



DROITS FONDAMENTAUX  
ET ÉTAT DE DROIT

# **Rapport sur la visite en Roumanie**

## **Observations des autorités sur le rapport**

11 - 12 juin 2024



Comité économique  
et social européen

# **Rapport sur la visite en Roumanie**

## **11 - 12 juin 2024**



# Droits Fondamentaux et État de Droit

## Rapport sur la visite en Roumanie 11 - 12 juin 2024

*Dans le cadre des efforts du CESE pour promouvoir les droits fondamentaux et l'état de droit, une délégation du groupe «Droits fondamentaux et état de droit» (DFED) du CESE s'est rendue en Roumanie les 11 et 12 juin 2024. La délégation a rencontré plusieurs représentants de la société civile, en particulier d'organisations de la société civile, de partenaires sociaux, de médias et de professions juridiques. Une réunion distincte a été organisée avec les autorités roumaines, au cours de laquelle elles ont eu l'occasion de réagir à certains des points qui leur ont été présentés. L'objectif du présent rapport est de rendre compte, en les reproduisant fidèlement, des points de vue exprimés par la société civile. La dernière visite du groupe DFED en Roumanie avait eu lieu les 19 et 20 novembre 2018.*

### **1. Droits fondamentaux en rapport avec les partenaires sociaux**

Les participants ont rappelé qu'en 2018, les syndicats avaient exprimé un mécontentement considérable à l'égard de la **législation sur le marché du travail** qui était en vigueur à l'époque. Après des années de protestations constantes, un processus de modification complet a été négocié avec le gouvernement fin 2022. Selon les participants, la Commission européenne a joué un rôle clé par l'intermédiaire du programme national de réforme et de résilience (PNRR), poussant le gouvernement à adopter les changements nécessaires, ce qui a finalement conduit à l'adoption de la loi n° 367/2022 sur le dialogue social.

Les participants ont indiqué que ladite loi n° 367/2022 a étendu le **droit de grève** à l'action collective dans les cas de violation de droits individuels, en plus des droits collectifs, ce qui représente un changement substantiel du cadre juridique. Ils ont expliqué qu'en Roumanie, les grèves sont principalement organisées au niveau des entreprises individuelles, ce qui rend difficile la coordination de grèves sectorielles ou nationales. Ils ont souligné que, si le droit de grève au niveau sectoriel est autorisé, il ne peut être exercé qu'après l'ouverture de négociations en vue d'une convention collective, généralement à la suite de litiges sur les conditions de travail. Les progrès enregistrés depuis 2018 dans la législation du travail ont permis d'organiser une grève générale majeure dans le

secteur de l'éducation en 2023. Toutefois, les participants ont noté que d'importantes restrictions au droit de grève persistent, en particulier pour les salariés du secteur public.

Selon les participants, l'état du dialogue social et de la **négociation collective** s'est progressivement amélioré dans le cadre des nouvelles réglementations, même si des défis considérables subsistent. Les discussions qui étaient en cours au moment de la visite étaient axées sur la mise en œuvre de la directive de 2022 relative à des salaires minimaux adéquats. Mais certaines voix se sont inquiétées du fait que seul un faible pourcentage des salariés roumains soit couvert par des conventions collectives, ce qui est nettement inférieur à l'objectif de 80 % fixé par la directive. Les participants ont fait état de limitations considérables qui sont imposées à certaines catégories de travailleurs dans leur capacité à négocier leurs droits, notamment le personnel de la télévision et de la radio publiques, ainsi que les travailleurs indépendants du secteur de la culture, ce qui est dû à une législation restrictive.

Les participants ont dit regretter que le **dialogue social** avec le gouvernement soit souvent précipité et ont noté que les consultations publiques sont souvent menées dans des délais extrêmement courts. La pratique fréquente du gouvernement consistant à publier des ordonnances d'urgence, qui a commencé pendant la pandémie de COVID-19, fait que les partenaires sociaux n'ont pas suffisamment de temps pour analyser et consulter leurs propres membres. Il en résulte une impression de transparence sans véritable dialogue.

Selon les participants, le **Conseil national tripartite** (CNT), présidé par le Premier ministre, est problématique pour les partenaires sociaux dans la mesure où le gouvernement influe sur sa structure. Les participants ont expliqué que les conventions collectives sectorielles ne peuvent s'appliquer à tous les salariés que si le CNT émet un avis positif, exigence que certains considèrent comme une restriction.

Les participants se sont plaints du fait que les **dirigeants syndicaux soient désormais tenus de déclarer leurs actifs chaque année** à l'Agence nationale pour l'intégrité, tandis que les représentants des employeurs ont été exemptés de cette obligation. Les autorités roumaines ont répondu que les syndicats ont été invités à fournir ces informations parce qu'ils représentent les salariés du secteur public.

Les participants ont critiqué la **gestion de certains fonds européens**, en faisant observer que certains des comités de suivi tiennent des réunions peu fréquentes, s'engagent dans des discussions improductives et apportent des réponses peu transparentes lorsque des parties prenantes demandent des informations.

## **2. Liberté d'association et liberté de réunion**

Les participants ont rappelé qu'au moment de la précédente visite du groupe DFED, la Roumanie avait eu des difficultés à transposer la 5<sup>e</sup> directive sur la lutte contre le blanchiment de capitaux, qu'elle avait apporté de **multiples modifications à la loi, sur une courte période**, et qu'elle imposait aux OSC de lourdes obligations en matière de déclaration. Selon eux, cet épisode met en évidence la manière dont la législation de l'UE peut poser des problèmes lors de sa transposition au niveau national.

Selon les participants, certaines petites OSC du secteur de l'environnement ont cessé leur activité après s'être opposées à des projets de grande envergure. Cette tendance a créé un effet dissuasif, réduisant la capacité des OSC à fonctionner efficacement. Les participants ont expliqué que les **financements publics** sont principalement alloués aux OSC qui fournissent des services sociaux, et que la plupart des OSC, en particulier celles qui exercent des activités de plaidoyer et se concentrent sur les questions relatives à l'état de droit, s'abstiennent généralement d'accepter des financements publics.

Les participants ont souligné que le gouvernement a approuvé une partie importante de la législation au moyen d'ordonnances d'urgence accélérées, en contournant ainsi le contrôle parlementaire. Ils ont constaté que cette tendance constitue un problème récurrent dans le processus d'élaboration des politiques. Les participants ont dénoncé un problème majeur de **qualité des propositions législatives**: de nombreuses lois ont été révisées peu de temps après leur adoption initiale, en raison de problèmes de mise en œuvre. Selon eux, la fréquence de ces changements a créé une frustration, réduisant la motivation des personnes à chercher à rendre la législation plus efficace.

Les participants ont dit regretter qu'un nombre important de nouveaux projets de loi soient présentés chaque année, et que la majorité d'entre eux restent bloqués au Parlement, tandis que les propositions concrètes de la société civile visant à modifier la législation existante n'avancent que rarement. Selon eux, les **processus consultatifs** sont extrêmement difficiles pour les OSC, car ils exigent beaucoup de temps, d'expertise et de ressources. En conséquence, les OSC ont du mal à contribuer efficacement au processus législatif.

Les participants ont dit estimer qu'il est essentiel de se concentrer sur la législation relative aux lanceurs d'alerte. Ils ont constaté une diminution de l'envie de s'opposer à de grands projets et à des intérêts puissants, ainsi qu'une baisse des ressources à cette fin, ce qui rend la résistance organisée de plus en plus difficile. Ils ont dit observer que cette tendance a entraîné une contraction et un affaiblissement du secteur de la société civile, avec moins d'OSC capables de maintenir une présence dans la sphère publique. Les participants ont recommandé de renforcer l'octroi de soutien et de ressources aux OSC afin de maintenir un **espace civique** sain.

Les participants ont indiqué que le gouvernement avait des difficultés à faire face à l'évolution de la législation en raison de la **disponibilité limitée de professionnels expérimentés**. Selon eux, malgré les efforts positifs déployés par le passé pour recruter du personnel qualifié, la rotation élevée et les changements fréquents de gouvernement ont entraîné des difficultés persistantes pour maintenir une main-d'œuvre qualifiée dans les fonctions touchant à l'élaboration des politiques.

### **3. Liberté d'expression et liberté des médias**

Les participants ont dit constater un **manque de transparence en ce qui concerne la propriété des médias** et la manière dont les partis politiques financent les médias publics par la publicité. Cette tendance s'est intensifiée depuis la pandémie de COVID-19. Selon eux, l'attribution opaque des fonds correspondants a contribué à réduire la diversité des médias. Ce manque de clarté a également contribué à réduire au silence les voix critiques, en particulier sur des questions comme la corruption,

étant donné que les médias sont devenus davantage alignés sur les principaux partis politiques. Les autorités roumaines ont fait observer que les fournisseurs de services de médias sont tenus de rendre publiques les informations relatives à leurs propriétaires.

Les participants ont fait part de leurs préoccupations quant à la **sécurité des journalistes**, comme en témoigne le cas de la journaliste Emilia Șercan, qui a formulé de graves allégations à l'encontre d'une personnalité politique de haut niveau. À la suite de ses révélations, elle a fait l'objet d'une campagne de diffamation, mais l'affaire a été clôturée par le procureur sans aucune conséquence juridique pour les responsables. Selon les participants, cette affaire illustre l'insuffisance de la protection offerte aux journalistes. Ils se sont aussi déclarés préoccupés par la participation des services de renseignement à la lutte contre la désinformation, en citant comme exemple de problème la possibilité d'un contrôle accru sur les internautes.

L'**accès aux informations publiques** constitue un autre sujet de préoccupation. Les journalistes se heurtent à de nombreux obstacles juridiques et bureaucratiques pour obtenir les informations nécessaires, avec de longs retards, ce qui fait que les données obtenues sont souvent obsolètes. Les pressions exercées sur les journalistes, par exemple au moyen de poursuites stratégiques altérant le débat public (poursuites-bâillons), ont encore entravé leur capacité à donner librement des informations. À cet égard, les participants se sont déclarés préoccupés par la manière dont le gouvernement pourrait mettre en œuvre la directive connexe contre les poursuites-bâillons, ainsi que la législation de l'UE sur les services numériques. Les autorités roumaines (au moment de la visite) ont indiqué que le premier projet de loi visant à transposer la directive contre les poursuites-bâillons serait prêt avant la fin de 2024.

Les participants ont souligné que l'utilisation abusive du règlement général sur la protection des données (**RGPD**) constitue un autre défi de taille: ils se sont déclarés préoccupés par le fait que le RGPD ait été utilisé par des institutions publiques pour ne pas divulguer des informations, limitant ainsi le droit d'accès à l'information. Dans le même temps, des violations importantes de données intervenues dans le secteur public n'ont pas été sanctionnées, ce qui reflète un double poids, deux mesures dans l'application du RGPD.

En ce qui concerne le **financement des médias**, les participants ont indiqué que les médias indépendants sont généralement de petite taille et fonctionnent avec des budgets modestes, tandis que les médias traditionnels reçoivent des financements nettement plus importants, y compris des fonds publics. Cette disparité financière rend difficile la concurrence effective des médias indépendants sur le marché. Les participants ont mis en évidence d'importantes disparités salariales dans le secteur des médias publics, où les salariés des radiodiffuseurs gagnent beaucoup moins que leurs homologues des services de télévision.

Les participants ont salué la loi n° 367/2022 sur le dialogue social, mais se sont déclarés préoccupés par sa mise en œuvre inadéquate. Ils ont dit regretter que les règles régissant le statut des **professionnels de la culture** excluent les syndicats de la négociation en leur nom, empêchant ces professionnels de défendre efficacement leurs droits. Selon les participants, la récente réorganisation des secteurs de la culture, des médias et de la presse par le gouvernement a encore compliqué la négociation collective, en empêchant des négociations efficaces et en bloquant les progrès dans ces secteurs.

#### **4. Droit à la non-discrimination**

Les participants ont indiqué que les OSC peinent à répondre aux besoins des **demandeurs de protection internationale** en provenance d'Ukraine depuis 2022, en particulier ceux des femmes et des enfants. Selon eux, de nombreux Ukrainiens en demande de protection internationale ont été confrontés à une assistance financière insuffisante et à un système d'hébergement mal conçu. Parmi les exemples de difficultés que l'on peut citer, il y a la lutte contre les propriétaires malhonnêtes et la difficulté de se repérer dans la législation roumaine peu claire, qui fait l'objet d'une interprétation incohérente entre les différents judets.

Les participants ont dit regretter que d'importants défis persistent en ce qui concerne la représentation des **femmes** aux postes de décision à différents niveaux. Selon eux, le système politique actuel semble résistant au changement. Une autre préoccupation pressante concerne l'accessibilité des services pour les femmes **victimes de violence**, en particulier celles vivant dans les zones rurales et celles appartenant à des minorités ethniques. Selon les participants, la Roumanie dispose d'un cadre juridique solide conçu pour protéger les femmes, comprenant notamment des outils tels que les ordonnances de protection d'urgence. Toutefois, la capacité des refuges pour femmes est loin de répondre aux besoins réels et le manque d'accès aux services limite gravement la capacité des victimes à se tourner vers la justice. Des problèmes liés au financement insuffisant persistent, en particulier pour l'Agence nationale pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes. Les participants ont indiqué que les OSC ont plaidé en faveur d'une politique unifiée et transnationale pour traiter ces questions, mais ils estiment que les dirigeants, bien souvent, n'ont pas la volonté politique de s'attaquer efficacement au problème. La **traite** de femmes et de filles roumaines à l'étranger a également été signalée comme une préoccupation majeure, mettant en évidence les problèmes sous-jacents de vulnérabilité et de pauvreté. Selon les participants, ces personnes sont souvent fortement stigmatisées en rapport avec leur disparition, en particulier les femmes et filles originaires de zones rurales, et elles ne bénéficient pas d'un soutien adéquat pour leur réintégration. Ils ont recommandé d'accroître les investissements dans des logements alternatifs et des possibilités d'emploi pour les victimes de violence, ainsi que dans des services de protection pour les femmes et les filles se trouvant dans de telles situations et les survivantes de la traite des êtres humains.

Les participants ont indiqué que les **personnes handicapées** sont confrontées à la pauvreté, à un accès limité au marché du travail et à de graves problèmes d'accessibilité dans les environnements physique et numérique. Selon eux, les services sociaux pour les personnes handicapées nécessitent une réforme urgente, notamment pour améliorer l'accès aux services essentiels et le soutien aux assistants personnels. Par exemple, ils ont souligné que les assistants personnels ne sont disponibles que pour un volant d'heures limité, ce qui est insuffisant pour répondre aux besoins des personnes handicapées. Par ailleurs, ils ont dénoncé l'absence de subventions pour les technologies d'assistance, ce qui contraint les personnes concernées à payer de leur poche pour ces outils essentiels. Les participants ont indiqué que des affaires récentes d'inégalité dans les prestations de retraite touchées par les personnes handicapées ont mis en lumière la différence de traitement persistante dont elles sont victimes.

Selon les participants, les personnes **LGBTIQ+** sont confrontées à des difficultés, en particulier en dehors des grandes villes, où le souci de l'inclusivité est moins répandu. Ils ont demandé la mise en

place d'un réseau national de soutien pour protéger les droits des personnes LGBTIQ+. Les participants ont également recommandé que les autorités soient mieux informées des difficultés spécifiques rencontrées par les personnes LGBTIQ+ et qu'elles prennent des mesures proactives pour veiller à ce que chacun bénéficie de l'égalité de traitement.

Les participants ont expliqué que le **sans-abrisme**, qui touche particulièrement les femmes et les enfants, reste un problème critique et qu'il est exacerbé par la violence domestique, qui est l'une des principales causes du sans-abrisme familial. Selon eux, il y a eu un manque important de soutien du gouvernement dans ce domaine. L'incapacité des OSC à dialoguer efficacement avec le gouvernement reflète une approche descendante qui a entravé l'élaboration de mesures efficaces de lutte contre le sans-abrisme et la violence domestique. De plus, l'absence de données fiables sur le sans-abrisme a compliqué les efforts visant à créer une stratégie nationale globale. Les autorités roumaines ont déclaré qu'il est difficile de travailler avec les personnes appartenant à cette communauté, si bien que le gouvernement s'est concentré sur l'élaboration de stratégies nationales et sur la mise en place d'agences spécialisées à cet effet.

Les participants ont noté que les personnes appartenant aux **communautés roms** peinent souvent à accéder à leurs droits, en raison d'un manque de sensibilisation aux protections dont elles disposent, de la difficulté à se repérer dans les procédures juridiques, ainsi que du soutien limité de leur propre communauté. Il a été fait état de certaines situations où des personnes appartenant à des communautés roms ne détenaient pas de documents d'identité, ce qui empêchait les enfants d'aller chez le médecin ou de s'inscrire dans le système éducatif. Les personnes de la communauté affichent des taux d'incarcération plus élevés en raison de multiples facteurs, notamment leurs ressources limitées pour se défendre en justice. Dans ce contexte, les participants ont expliqué que des projets avec ces communautés ont été mis en œuvre pour améliorer les droits des personnes appartenant aux communautés roms, y compris en matière d'accès à la justice. Les autorités ont expliqué que les efforts en faveur de l'inclusion des communautés roms ont été renforcés grâce aux éléments suivants: la participation accrue des OSC, les groupes thématiques, les travailleurs roms locaux, et l'engagement du centre national pour la culture rom dans les zones rurales.

## **5. État de droit**

Les participants ont expliqué que la Roumanie dispose d'un cadre législatif strict en matière de **blanchiment de capitaux, de corruption et de conflits d'intérêts**, mais ils ont souligné l'application insuffisante de ces lois. Ils ont affirmé que la cellule de renseignement financier (CRF) roumaine est inefficace, en particulier dans les enquêtes financières, en faisant observer que certaines affaires de corruption n'ont toujours pas été finalisées après des années. Les participants ont dit déplorer qu'en raison de ces retards, des affaires de corruption restent non résolues, ce qui permet à des responsables politiques d'échapper aux sanctions en raison du délai de prescription. Ils ont cité des exemples dans lesquels l'Agence nationale pour l'intégrité s'est concentrée sur des affaires mineures et a évité de mener des enquêtes sur des personnes haut placées, le résultat étant qu'aucune enquête significative sur des cas d'augmentation injustifiée du patrimoine n'a été menée ces dernières années. Les participants ont dit regretter que la capacité de l'Agence pour l'intégrité à vérifier les déclarations de patrimoine et d'intérêts soit limitée par l'absence de base juridique pour l'échange d'informations avec d'autres entités. Cette limitation, combinée à l'incapacité de mener des enquêtes, a, selon eux, rendu

ses efforts inefficaces. En outre, ils ont expliqué que souvent, des affaires de criminalité organisée n'ont pas fait l'objet d'enquêtes financières appropriées, ce qui a conduit à peu de condamnations. Depuis que la réforme judiciaire de 2017 a modifié l'approche en matière de traitement de la corruption au sein du système judiciaire, aucune affaire n'a été poursuivie, ce qui a suscité chez les participants des inquiétudes quant à l'insuffisance des enquêtes. Les autorités roumaines ont fait des observations sur l'ingérence politique, en indiquant que les décisions de justice en matière de corruption ont été respectées.

Les participants ont mis en évidence que la **fraude fiscale** galopante est l'un des plus grands défis de la Roumanie, en soulignant l'énormité de l'écart de TVA et en précisant que les récentes mesures de dépénalisation ont permis aux contrevenants d'éviter la prison en remboursant les montants dus sans faire l'objet de sanctions pénales. Un participant a dit estimer que des améliorations ont été apportées au système judiciaire depuis 2018, en faisant observer qu'il existe toujours des affaires de fraude fiscale et de corruption, même si elles ne sont pas médiatisées comme il conviendrait. Les autorités ont répondu que la dépénalisation a pour but d'augmenter le budget public et qu'elle a été approuvée par la Cour constitutionnelle.

Certains participants ont fait part de leurs préoccupations quant à la détérioration du **système judiciaire**, et certains ont même estimé que le pays régresse au point de retrouver un niveau de normes antérieur à l'adhésion à l'UE. Les participants ont déploré l'application inadéquate des lois existantes, comme celles relatives à la confiscation élargie et à la lutte contre le blanchiment de capitaux. Ils ont souligné que certains tribunaux et parquets sont surchargés et que des affaires financières ou de corruption complexes sont parfois transférées à des juridictions inférieures. Du fait de ce changement, des procureurs moins expérimentés se retrouvent chargés d'affaires anciennes et très médiatisées, ce qui entraîne de l'inefficacité. Les participants ont constaté une tendance inquiétante, à savoir que dans les secteurs de la santé et de la justice, de nombreuses nominations sont désormais effectuées par voie de détachements plutôt que de par des procédures de sélection de type concours.

Les participants ont noté que la Roumanie est confrontée à un fossé générationnel dans les **professions judiciaires**, avec l'entrée dans la profession de nombreux magistrats nouveaux et moins expérimentés. Cette question est compliquée par le fait que, jusqu'à récemment, les juges et les procureurs pouvaient prendre leur retraite après 25 ans de service sans condition d'âge. Bien que cette disposition ait été révisée quelques mois à peine avant la visite, elle a été citée par les participants comme un facteur contribuant à la pénurie de magistrats. Les autorités ont indiqué que, pour remédier à cette pénurie, un concours ouvert à de nouveaux magistrats a été organisé peu avant la visite, et qu'une modification de la loi a été adoptée, précisant que la possibilité de prendre la retraite après 25 ans s'applique aux seuls magistrats.

Les participants ont indiqué que la Roumanie a déjà été condamnée à plusieurs reprises par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) en raison des mauvaises **conditions de détention**. Ces arrêts ont impulsé une amélioration desdites conditions de détention, ce qui fait qu'il n'y a eu récemment aucun arrêt défavorable de la Cour européenne des droits de l'homme à l'encontre de la Roumanie. Les autorités ont fait observer qu'un plan d'action est en place, qui prévoit la construction de nouvelles prisons et la rénovation des prisons existantes.

**Observations des autorités  
sur le rapport sur la visite en Roumanie,  
11 - 12 juin 2024**

| Ministère/Institution                            | Observations/remarques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|--------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Ministère du Travail et de la Protection sociale | <p>En ce qui concerne le rapport du groupe «Droits fondamentaux et état de droit» du CESE pour la visite qu'il a effectuée en 2024, nous souhaiterions fournir des informations complémentaires sur les sections suivantes, qui devront être publiées dans l'annexe du rapport contenant les observations des autorités:</p> <p><b>1. Droits fondamentaux en rapport avec les partenaires sociaux</b></p> <p>En ce qui concerne l'allégation selon laquelle des <i>«limitations considérables [...] sont imposées à certaines catégories de travailleurs dans leur capacité à négocier leurs droits, notamment le personnel de la télévision et de la radio publiques, ainsi que les travailleurs indépendants du secteur de la culture, ce qui est dû à une législation restrictive»</i>, veuillez noter que, conformément à l'article 3 de la loi n° 367/2022 sur le dialogue social, avec ses modifications et compléments ultérieurs, le <i>droit à s'affilier librement à une organisation syndicale</i> est garanti aux salariés/travailleurs mineurs à partir de l'âge de 16 ans, sans le consentement de leurs représentants légaux, ainsi qu'aux salariés/travailleurs titulaires d'un contrat de travail individuel sans conditions ni contraintes, dans le cadre d'une relation de travail légale, aux fonctionnaires et aux fonctionnaires à statut spécial, aux agriculteurs, aux membres de coopératives, aux <i>travailleurs indépendants</i> en vertu de la loi, conformément à la reconnaissance des droits syndicaux dans le cadre des relations de travail garanties par la loi n° 53/2003 (Code du travail), avec ses modifications et compléments ultérieurs.</p> <p>La loi n° 367/2022 sur le dialogue social reconnaît le droit de se syndiquer également pour les <i>travailleurs indépendants</i>, tels que définis par la loi: une personne qui exerce une activité, activité commerciale ou profession à titre indépendant, a le statut d'assuré du système public d'assurance sociale et/ou n'a pas le statut d'employeur.</p> <p>Le droit à la négociation collective en matière de travail et le caractère contraignant des conventions collectives sont garantis par la Constitution roumaine [article 41, paragraphe (5)], tandis que la loi n° 367/2022 sur le dialogue social régit les parties, leur représentation, la procédure de négociation collective et la conclusion de conventions collectives, ainsi que l'obligation d'engager des négociations collectives au niveau de l'unité et du secteur des</p> |

|  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|--|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|  | <p>négociations collectives (articles 95 à 119).</p> <p>Le Conseil national tripartite (CNT) est un organe consultatif de niveau national formé de partenaires sociaux, créé pour promouvoir les bonnes pratiques dans le domaine du dialogue social tripartite au plus haut niveau. Il est organisé et fonctionne conformément aux dispositions de la loi n° 367/2022 sur le dialogue social (articles 82 à 88) et à sa propre organisation et réglementation opérationnelle. Des propositions, points de vue et avis sont formulés au sein du CNT et toute recommandation de celui-ci est adoptée par consensus. Sur recommandation du CNT, le gouvernement a publié l'année dernière la décision relative à la prorogation de l'application des dispositions de la convention collective de travail enregistrée au niveau du secteur 40 des négociations collectives – «Activités bancaires». (<a href="https://dialogsocial.gov.ro/wp-content/uploads/2020/06/MO-1185-28-11-HG-1500-27-11-extindere-CCM-activitati-bancare.pdf">https://dialogsocial.gov.ro/wp-content/uploads/2020/06/MO-1185-28-11-HG-1500-27-11-extindere-CCM-activitati-bancare.pdf</a>)</p> <p><b>2. Liberté d'expression et liberté des médias</b></p> <p>En référence à la déclaration selon laquelle les participants <i>«ont dit regretter que les règles régissant le statut des professionnels de la culture excluent les syndicats de la négociation en leur nom, empêchant ces professionnels de défendre efficacement leurs droits. Selon les participants, la récente réorganisation des secteurs de la culture, des médias et de la presse par le gouvernement a encore compliqué la négociation collective, en empêchant des négociations efficaces et en bloquant les progrès dans ces secteurs»</i>, nous souhaiterions souligner les éléments suivants:</p> <p>Le droit de s'affilier à des syndicats, à des organisations patronales et à des organisations professionnelles, ainsi que le droit à la négociation collective en matière d'emploi et l'application obligatoire des conventions collectives, sont reconnus par la Constitution roumaine (article 40 et article 41, paragraphe 5), laquelle définit également la mission des syndicats, des organisations patronales et des <i>organisations professionnelles</i>, qui est de défendre les droits et intérêts professionnels, économiques et sociaux de leurs membres (article 9).</p> <p>Par l'adoption de l'ordonnance d'urgence n° 21/2023 sur le statut des professionnels de la culture, les droits suivants sont reconnus auxdits <i>professionnels de la culture</i>: le droit de participation et de représentation collective pour l'amélioration des conditions de travail et de la liberté d'action</p> |
|--|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                         | <p>dans le domaine de la défense des droits, le droit de créer ou d'adhérer à une <i>organisation professionnelle</i> et le droit à la consultation ou à l'échange d'informations.</p> <p>L'exercice des droits syndicaux des travailleurs est reconnu au niveau de tous les employeurs, dans le respect des droits et libertés garantis par la Constitution et conformément aux dispositions de la loi n° 53/2003 (Code du travail) et des lois spéciales.</p> <p>Les professionnels de la culture qui travaillent au titre du système budgétaire négocient collectivement conformément aux dispositions de la loi n° 367/2022 sur le dialogue social. En mai 2025, la convention collective se rapportant au secteur n° 36 «Culture» a été signé par le ministère de la culture et les fédérations syndicales représentatives associées à la négociation collective du secteur culturel: <i>Federația Culturală și Mass-Media FAIR MediaSind</i> (Fédération de la culture et des médias Fair MediaSind) et <i>Federația Națională a Sindicatelor din Cultură și presă CulturMedia</i> (Fédération nationale des syndicats de la culture et de la presse CulturMedia). La convention collective sectorielle de travail est enregistrée auprès du ministère du travail sous le n° 834/29.05.2025 et publiée sur le site web du ministère. (<a href="https://dialogsocial.gov.ro/sector-de-activitate/">https://dialogsocial.gov.ro/sector-de-activitate/</a>)</p> <p>Les secteurs de la négociation collective ont été établis par les partenaires sociaux représentatifs nationaux à la suite d'un processus de consultation constructif, puis approuvés par ordonnance du ministre chargé du dialogue social, publiée au Journal officiel de Roumanie (ordonnance n° 2311/2023). Les partenaires sociaux représentatifs nationaux ont la possibilité de redéfinir les secteurs de la négociation collective dès lors qu'ils repèrent un intérêt commun.</p> <p>Francisc-Oscar GAL<br/>Sous-secrétaire d'État</p> |
| Ministère de la Culture | <p>Mise en œuvre du règlement européen sur la liberté des médias</p> <p>Un groupe de travail interinstitutionnel a récemment été créé en Roumanie, lequel réunit les autorités nationales compétentes telles que le Conseil national de l'audiovisuel (CNA), l'Autorité nationale de gestion et de régulation des communications (ANCOM), les institutions de médias de service public, entre autres. Son objectif est d'évaluer la législation nationale en vigueur et de recenser les domaines qui pourraient nécessiter un alignement pour la mise en œuvre effective du règlement européen sur la liberté des médias.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

|                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                | <p>Il est attendu de cette initiative coordonnée qu'elle réponde à plusieurs défis systémiques recensés dans le rapport – notamment s'agissant de la transparence de la propriété des médias, de l'allocation de fonds publics aux médias et de la protection de l'indépendance éditoriale – en veillant à ce que les réglementations nationales soient mises en conformité avec le cadre dudit règlement européen sur la liberté des médias.</p> <p>Statut et représentation des professionnels de la culture</p> <p>En réponse aux préoccupations relatives à la capacité limitée des professionnels de la culture à s'organiser et à défendre collectivement leurs droits, nous souhaitons attirer l'attention sur le cadre juridique actuellement en vigueur.</p> <p>L'ordonnance d'urgence du gouvernement n° 21/2023, approuvée par la loi n° 346/2023, définit le statut, les droits et les obligations des professionnels du secteur de la culture, qui travaillent le plus souvent sur la base de contrats civils, tels que des contrats de cession de droits patrimoniaux (en vertu de la loi n° 8/1996 sur le droit d'auteur et les droits voisins) ou des contrats de services pour des activités culturelles.</p> <p>Compte tenu de la nature juridique spécifique de ces dispositions contractuelles, la loi accorde aux professionnels de la culture le droit de s'associer à travers des organisations professionnelles et non des syndicats. Si les syndicats sont liés aux contrats de travail régis par le Code du travail, les organisations professionnelles sont légalement habilitées à promouvoir et à défendre les droits de leurs membres. Cette distinction est essentielle pour comprendre le cadre de représentation applicable dans le secteur culturel et reflète les efforts déployés par la Roumanie pour fournir un statut juridique spécifique aux professionnels de la culture indépendants.</p> |
| Agence nationale pour les Roms | <p>En ce qui concerne le paragraphe suivant du rapport:</p> <p><i>«Il a été fait état de certaines situations où des personnes appartenant à des communautés roms ne détenaient pas de documents d'identité, ce qui empêchait les enfants d'aller chez le médecin ou de s'inscrire dans le système éducatif. Les personnes de la communauté affichent des taux d'incarcération plus élevés [...]»,</i></p> <p>l'Agence nationale pour les Roms soulève les objections suivantes:</p> <p>La question du droit à l'identité des citoyens roumains appartenant à la minorité rom a été résolue au cours de la</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

|                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                         | <p>dernière décennie. Dans la pratique, seules des exceptions mineures et rares subsistent, qui nécessitent une procédure judiciaire. Aucun enfant, quelle que soit son origine ethnique, ne se voit refuser l'accès aux soins médicaux pour les mineurs (qui, conformément à la législation roumaine, sont couverts gratuitement jusqu'à l'âge de 18 ans inclus). De plus, en ce qui concerne les allégations de surreprésentation des Roms dans la criminalité, nous rejetons fermement ces déclarations, étant donné que le système pénitentiaire roumain ne collecte pas de données sur l'identité ethnique. En outre, l'enregistrement de ce genre de données statistiques – qui en l'occurrence contribueraient à étiqueter et à stigmatiser la minorité rom en Roumanie – relève du choix individuel du citoyen.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Conseil national de l'audiovisuel (CNA) | <p>Section 3: Liberté d'expression et liberté des médias</p> <p>En réponse à la demande qui lui a été faite de formuler des observations sur le projet de rapport de la visite de la délégation du CESE en Roumanie (les 11 et 12 juin 2024), le Conseil national de l'audiovisuel (CNA) souhaite, dans les limites de ses compétences juridiques, présenter les précisions suivantes concernant le secteur des médias audiovisuels.</p> <p>Concernant la transparence en matière de propriété des médias</p> <p>En ce qui concerne la question de la transparence de la propriété des médias, nous souhaiterions souligner que, dans le secteur audiovisuel, il s'agit d'une obligation clairement établie par la législation nationale. Conformément à l'article 48 de la loi roumaine n° 504/2002 sur l'audiovisuel, avec ses modifications et compléments ultérieurs, les fournisseurs de services de médias audiovisuels relevant de la compétence de la Roumanie sont tenus de garantir au public un accès simple, direct et permanent à des informations telles que:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la raison sociale, le statut juridique et le siège social du fournisseur;</li> <li>• le nom du représentant légal et la structure de propriété, y compris tous les actionnaires ou associés (personnes physiques ou morales) détenant plus de 20 % du capital social ou des droits de vote;</li> <li>• le nom des personnes responsables de la gestion de la société et de la responsabilité éditoriale;</li> <li>• leurs coordonnées (y compris l'adresse postale, l'adresse électronique ou le site web);</li> </ul> |

- la liste des publications ou autres services audiovisuels fournis par la même entité.

Ces informations doivent être rendues publiques par le fournisseur et toute modification importante doit être notifiée au Conseil national de l'audiovisuel (CNA), qui contrôle la conformité.

De plus, conformément à la loi n° 544/2001 relative au libre accès à l'information publique, le CNA publie sur son site internet officiel une liste centralisée et régulièrement mise à jour, intitulée «Structura acționariatului societăților deținătoare de licențe» (structure d'actionariat des sociétés titulaires de licences audiovisuelles). Cette liste est mise à jour mensuellement et comprend:

- le nom de chaque fournisseur de services de médias titulaire d'une licence;
- la raison sociale complète de tous les actionnaires directs (personnes physiques ou morales);
- le pourcentage de participation de chaque actionnaire, y compris lorsqu'il est inférieur ou égal à 5 %;
- des informations sur l'actionariat à plusieurs niveaux pour les structures d'entreprise complexes;
- dans certains cas, des informations sur les fondateurs, les membres du comité de rédaction ou les personnes assumant la responsabilité éditoriale.

La liste ne comprend que les fournisseurs qui ont consenti à la publication de leurs données relatives aux actionnaires, conformément au règlement général sur la protection des données (RGPD).

Il est important de noter que le CNA n'a aucune compétence juridique en ce qui concerne la répartition, le contrôle ou la réglementation de la publicité d'État. Cette question ne relève pas de la compétence de l'autorité de régulation de l'audiovisuel et n'est pas couverte par la loi sur l'audiovisuel.

Concernant la protection des journalistes

En ce qui concerne les préoccupations soulevées au sujet de la sécurité des journalistes, nous tenons à souligner qu'en vertu de la loi roumaine n° 504/2002 sur l'audiovisuel, avec ses modifications et compléments ultérieurs, des dispositions spécifiques existent pour garantir la protection des journalistes et des fournisseurs de services de

|                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                         | <p>médias.</p> <p>L'article 8 de la loi sur l'audiovisuel dispose explicitement que les autorités publiques compétentes doivent, sur demande:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• assurer la protection des journalistes qui font l'objet de pressions ou de menaces susceptibles d'empêcher ou de restreindre le libre exercice effectif de leur profession;</li> <li>• assurer la protection des locaux et des installations des organismes de radiodiffusion télévisuelle s'ils sont menacés d'une manière susceptible d'affecter leur activité normale.</li> </ul> <p>Dans le même temps, la loi protège contre toute utilisation abusive de ces mesures de protection en précisant qu'elles ne doivent pas servir de prétexte pour entraver ou restreindre la liberté journalistique ou le libre exercice des services de médias audiovisuels.</p> <p>Bien que l'application de ces dispositions ne relève pas de la compétence du Conseil national de l'audiovisuel (CNA), nous estimons qu'il est important de rappeler que le cadre juridique reconnaît explicitement la responsabilité des autorités publiques de protéger les journalistes et l'intégrité des institutions de médias.</p> <p>Nous espérons que ces précisions seront utiles pour refléter fidèlement le cadre juridique et les pratiques réglementaires en vigueur pour le secteur des médias audiovisuels en Roumanie. Le CNA reste disponible pour poursuivre le dialogue ou apporter des contributions techniques supplémentaires, si nécessaire.</p> |
| Ministère de la Justice | <p><b><i>Section 1 – Droits fondamentaux liés aux partenaires sociaux (page 1)</i></b></p> <p>1. Pour cette section, la compétence incombe au ministère du travail, de la famille, de la jeunesse et de la solidarité.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

***Section 2 – Liberté d’association et liberté de réunion (page 2)***

1. L’Office national de prévention et de lutte contre le blanchiment de capitaux devrait également être consulté pour toute information complémentaire.
2. En ce qui concerne les questions liées au recours aux ordonnances d’urgence, à la qualité de la législation et au processus de consultation, nous estimons qu’il est nécessaire de s’adresser au Conseil législatif et au secrétariat général du gouvernement.

***Section 3: Liberté d’expression et liberté des médias***

1. Des représentants d’organisations non gouvernementales ont également participé à la phase préliminaire du débat public sur le projet de loi, ont participé à des réunions avec des représentants du ministère de la justice et ont présenté des observations sur le projet de loi de transposition. (Cette observation se réfère aux remarques sur la directive contre les poursuites-bâillons.)
2. Veuillez noter que le projet de loi étend les garanties procédurales contenues dans la directive aux affaires nationales.

***Section 4: Droit à la non-discrimination***

1. L’accès à la justice est garanti par la Constitution roumaine (article 21). Les barreaux proposent, conformément à la loi, une aide juridictionnelle gratuite. (Cette observation vise l’allégation sur les communautés roms et leurs ressources limitées pour se défendre.)

***Section 5 – État de droit***

1. La cellule de renseignement financier (CRF) devrait être consultée afin de fournir des statistiques sur son activité opérationnelle. Nous n’avons pas connaissance d’affaires de corruption qui traîneraient des années en raison de l’«inefficacité» de la CRF.

|  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|--|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|  | <p>2. Au contraire, dans le rapport 2023 du Comité d'experts sur l'évaluation des mesures de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (MONEYVAL), il est clairement reconnu, au point 15, que «les enquêtes et les poursuites relatives au blanchiment de produits d'infractions fiscales et au blanchiment de produits de la corruption sont menées de manière efficace [...]». (Cette observation concerne la référence à la CRF)</p> <p>3. Selon le Rapport 2024 sur l'état de droit – Chapitre consacré à la situation de l'état de droit en Roumanie, publié le 24 juillet 2024, «[l]es autorités conservent un bilan positif en matière de lutte contre la corruption, y compris en ce qui concerne les affaires de corruption à haut niveau».</p> <p>4. Toujours selon le Rapport 2024 sur l'état de droit – Chapitre consacré à la situation de l'état de droit en Roumanie, publié le 24 juillet 2024, «[l]'Agence nationale pour l'intégrité (ANI) a continué à travailler efficacement sur les conflits d'intérêts, les déclarations de patrimoine et les lanceurs d'alerte».</p> <p>5. La déclaration qui parle de «<i>capacité [...] limitée par l'absence de base juridique pour l'échange d'informations avec d'autres entités</i>» n'est pas exacte. Il existe une disposition spéciale dans la loi n° 176/2010, article 15, paragraphe 1, selon laquelle:</p> <p>«(1) au cours de l'évaluation, l'inspecteur de l'intégrité peut demander à toutes les institutions et autorités publiques, aux autres entités juridiques de droit public ou privé, ainsi qu'aux personnes physiques, les documents et informations nécessaires à la réalisation de l'activité d'évaluation, avec l'obligation de préserver la confidentialité.»</p> <p>Cette disposition permet à l'ANI de demander des informations à toute personne, qu'elle soit publique ou privée.</p> <p>6. Des informations devraient être demandées au Parquet général. (<i>Depuis que la réforme judiciaire de 2017 a modifié l'approche en matière de traitement de la corruption au sein du système judiciaire, aucune affaire n'a été poursuivie [...].</i>)</p> <p>Nous rappelons ici que selon le Rapport 2024 sur l'état de droit – Chapitre consacré à la situation de l'état de droit en Roumanie, publié le 24 juillet 2024, «[l]es autorités conservent un bilan positif en matière de</p> |
|--|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                     | <p>lutte contre la corruption, y compris en ce qui concerne les affaires de corruption à haut niveau».</p> <p>7. Toujours selon le Rapport 2024 sur l'état de droit – Chapitre consacré à la situation de l'état de droit en Roumanie, publié le 24 juillet 2024, «[l]e 15 septembre 2023, conformément à la décision de 2006 établissant le mécanisme de coopération et de vérification (MCV), la Commission a officiellement clôturé le MCV, étant donné que la Roumanie a rempli de manière satisfaisante tous les objectifs de référence et toutes les recommandations fixés dans le cadre du mécanisme. Le suivi se poursuit dans le cadre du rapport sur l'état de droit, comme pour tous les États membres de l'UE». Par conséquent, cette affirmation est contredite par le rapport 2024 sur l'état de droit concernant la Roumanie. La Commission n'aurait pas clôturé le mécanisme MCV si les objectifs de référence et toutes les recommandations fixés dans le cadre du mécanisme n'avaient pas été atteints. (En ce qui concerne les références au système judiciaire.)</p> <p>8. C'est le Conseil supérieur de la magistrature qui devrait être consulté sur les informations figurant dans ce paragraphe:</p> <p><i>«Ils ont souligné que certains tribunaux et parquets sont surchargés et que des affaires financières ou de corruption complexes sont parfois transférées à des juridictions inférieures. Du fait de ce changement, des procureurs moins expérimentés se retrouvent chargés d'affaires anciennes et très médiatisées, ce qui entraîne de l'inefficacité. Les participants ont constaté une tendance inquiétante, à savoir que dans les secteurs de la santé et de la justice, de nombreuses nominations sont désormais effectuées par voie de détachements plutôt que de par des procédures de sélection de type concours.»</i></p> |
| Secrétariat général du gouvernement | <p><b><i>Section 1 – Droits fondamentaux liés aux partenaires sociaux (page 2)</i></b></p> <p>1. Conformément aux 40 catégories actuellement prévues à l'article 1<sup>er</sup> de la loi 176. En complément, la 3<sup>e</sup> section des déclarations d'intérêts impose de déclarer l'affiliation aux associations professionnelles et syndicales.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

|  |                                                |
|--|------------------------------------------------|
|  | <p><b><i>Section 5 – État de droit</i></b></p> |
|--|------------------------------------------------|

|  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|  | <p>Cette section est en contradiction avec le dernier Rapport sur l'état de droit – Chapitre consacré à la situation de l'état de droit en Roumanie (2024 ) en ce qui concerne les conclusions de l'Agence nationale pour l'intégrité (ANI): «L'ANI a maintenu ses résultats en matière de gestion des conflits d'intérêts et de déclarations de patrimoine. À la fin de l'année 2023 ont été prises une série de mesures d'austérité qui touchent le service public en général, avec une incidence sur l'ANI [...]. L'ANI a mis en évidence des cas d'enrichissement injustifié pour un montant record de plus de 6 millions d'EUR.» (Ces observations sont en rapport avec les allégations sur l'Agence nationale pour l'intégrité.)</p> |
|--|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|



## Comité économique et social européen

Rue Belliard 99  
1040 Bruxelles  
BELGIQUE

[www.eesc.europa.eu](http://www.eesc.europa.eu)



*Printed by the EESC-CoR Printing and Distribution Unit, Belgium*

EESC-2025-65-FR

© Union européenne, 2026

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.  
Toute utilisation ou reproduction des photographies / illustrations est soumise  
à une autorisation préalable à demander directement aux détenteurs de leurs droits d'auteur.



Office des publications  
de l'Union européenne



*Print:*  
QE-01-25-043-FR-C  
ISBN 978-92-830-6965-2  
doi:10.2864/6786276  
*PDF:*  
QE-01-25-043-FR-N  
ISBN 978-92-830-6964-5  
doi:10.2864/0165953

FR